



Déménagement et précarité : la Bpi fermée hier

Dans le cadre du 2^{ème} préavis de grève SGAC-CGT Culture et SNAC-FSU Culture déposé le 24 janvier dernier, le mouvement de grève a conduit la bibliothèque à garder portes closes hier pendant qu'une 50^{aine} d'agent.es se réunissait à midi sur le parvis du Centre Pompidou.

La réunion de négociation avec la directrice de la Bpi qui a eu lieu le vendredi 2 février, dans le cadre du préavis de grève déposé le 24 janvier, n'a abouti à aucun résultat concret. La direction reste campée sur ses positions ne répondant à aucune des revendications et des propositions faites par le personnel dans le cadre du déménagement. Elle s'enlise dans une forme de déni face au malaise qu'éprouve une grande part des personnels alors que la Bpi va être soumise très prochainement à une expertise sur les risques psychosociaux.

La direction, sourde au malaise des bibliothécaires responsables des collections, maintient l'objectif de "désélection" massive de 20% des collections, soit 80 000 ouvrages, qui doivent être retirés pour être donnés ou détruits, chiffre défini par une méthodologie opaque dont nous avons demandé la communication à l'ensemble du personnel. À aucun moment le personnel n'a été associé pour définir la politique de désélection et à la redéfinition de la politique documentaire. Le personnel, à défaut du nombre d'ouvrages susceptibles d'être accueillis dans le bâtiment Lumière, attend toujours de connaître au moins le nombre de mètres linéaires actuels et ceux disponibles dans le bâtiment transitoire.

Nous avons insisté sur la nécessité de proposer des contrats de 3 ans renouvelables dès maintenant afin de stabiliser la situation de ces personnels, confrontés à une très grande précarité.

Nous avons par ailleurs souligné l'absurdité du recours à ces contrats précaires qui impliquent du travail supplémentaire aux collègues en charge du recrutement et de la formation à l'arrivée de chaque nouvel.le agent.e ! En 2022, la Bpi indique dans son rapport d'activité avoir recruté 107 agent.es contractuel.les horaires, alors que les besoins concernent en réalité une 40^{aine} d'emplois sur l'année.

**Est-ce que la nouvelle Ministre, qui s'est montrée attentive aux
agent.es précaires et peu visibles lors de son arrivée,
laissera perdurer ces dérives ?**

Paris, le 6 février 2024